

« On veut décourager ceux qui se consacrent à la lutte sociale »

Entretien avec João Pedro Stédile, dirigeant du Mouvement des sans-terre¹

Zé Dirceu²

« *On veut décourager ceux qui se consacrent à la lutte sociale dans ce pays* ». C'est ainsi que l'activiste et économiste João Pedro Stédile, un des fondateurs et principaux porte-parole du *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre, MST), analyse la campagne de diffamation menée par l'opposition et les médias brésiliens. Une campagne qui a de nouveau placé le MST au cœur du débat national et débouché sur la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire (CPI) dirigée contre le mouvement.

Selon Stédile, « *l'objectif principal de la CPI sur le MST est de prouver que le gouvernement Lula compte verser de l'argent à l'organisation pour qu'elle fasse campagne en faveur de la [ministre] Dilma Rousseff* », ce qui n'est, en réalité, qu'une rumeur de plus lancée par les médias et l'opposition. Cette commission est, selon Stédile, la réponse des milieux réactionnaires de la société brésilienne à la dernière victoire des mouvements ruraux qui, avec le gouvernement, sont parvenus à obtenir la modification des indices de productivité utilisés par l'Incra³.

1. Entretien paru sur www.zedirceu.com.br le 29 octobre 2009, sous le titre : « Querem desmoralizar quem faz luta social nesse país ».

2. Président du PT de 1995 à 2002, coordinateur général de la campagne de Lula en 2002, *Ministre-Chefe da Casa Civil da Presidência da República*, chargé de la coordination des politiques gouvernementales de 2003 à 2005, et à ce titre figure principale du premier gouvernement Lula.

3. Les procédures d'expropriation se basent au Brésil notamment sur des critères de productivité de la terre. Ceux-ci n'avaient plus été révisés depuis 1975 (NdT).

Quant à l'épisode de l'occupation de l'exploitation du groupe Cutrale et du saccage des plantations d'orangers, Stédile reconnaît qu'il s'agissait d'une erreur mais insiste aussi sur le fait que les médias ont monté l'affaire en épingle. Et de dénoncer les mensonges véhiculés concernant l'occupation de maisons de fonctionnaires et la destruction des tracteurs par les occupants de l'exploitation. Pour Stédile, les images sur lesquelles se sont appuyés les médias ont été réalisées bien avant leur diffusion, leurs auteurs attendant le moment le plus opportun pour les diffuser et susciter ainsi la réaction qui a permis de récolter les signatures de parlementaires nécessaires à la mise sur pied de la CPI.

Membre de la direction nationale du MST – ainsi que de Via Campesina –, Stédile établit un diagnostic de la situation agraire dans le pays. Il insiste sur l'importance de l'agro-industrie et critique l'absence d'une politique cohérente qui serait centrée sur l'agriculture familiale plutôt que sur l'agrobusiness. D'après l'économiste, l'agrobusiness est aux mains d'une vingtaine d'entreprises, parmi lesquelles 70% sont des firmes transnationales. Dans cette interview, l'activiste analyse également le contexte américain après la victoire et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama ainsi que la prochaine échéance électorale. Selon lui, il est moins urgent d'affirmer son soutien à un candidat que de débattre d'un projet de développement national qui mette réellement la réforme agraire au centre de son agenda.

Comment évaluez-vous la réforme agraire du gouvernement Lula ?

Il est difficile de dresser un tel bilan en l'isolant du contexte plus large de la société brésilienne dans son ensemble, partagée, aujourd'hui, entre deux modèles de production agricole : l'agrobusiness et l'agriculture familiale. L'agrobusiness, comme le montre notre analyse, consiste en une alliance de classes entre les exploitants agricoles capitalistes, les entreprises transnationales et les banques. Sa production est de plus en plus dépendante des crédits et de la finance. Tant et si bien que, pour produire quelque 90 milliards de *reais*, il (l'agrobusiness) doit emprunter à la Banque du Brésil 85 milliards. Sans cet argent, il ne pourrait rien produire, car il ne dispose pas de capitaux propres.

L'autre modèle est celui de l'agriculture familiale, un modèle très diversifié, fondé sur une main-d'œuvre familiale, une utilisation intensive des sols, et orientée vers le marché intérieur. La réforme

agraire n'a de sens que si elle vise à consolider ce second modèle. Or, ce à quoi nous assistons, sous le gouvernement Lula, est un affrontement permanent entre ces deux modèles, avec des ministres qui défendent l'un ou l'autre de ces projets. Le gouvernement n'a de cesse de proclamer que « *les deux [modèles] peuvent coexister* ». Il aurait dû plutôt adopter une politique claire : « *Ma priorité va à l'agriculture familiale et que l'agrobusiness s'en tienne au marché.* »

Cela ne s'est pas fait. Il a laissé les forces du capital agir à leur guise et pour leur propre compte dans le secteur agricole, ce qui ne fait que poser de nouveaux obstacles, car le capital s'est renforcé avec ce modèle de l'agrobusiness. On peut s'en rendre compte lorsque l'on se penche sur le dernier recensement agricole de l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE). Ces dix dernières années – qui correspondent à une partie de l'exercice du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et à l'ensemble des années Lula –, on a assisté à une incontestable concentration de la propriété terrienne et du contrôle de la production agricole.

Pour le MST, certaines données sont très révélatrices sur le plan économique : l'agrobusiness compte 300 000 exploitations de plus de 200 hectares et 15 000 propriétaires terriens qui possèdent chacun des exploitations dépassant les 2 500 hectares, détenant ensemble quelque 98 millions d'hectares. La production totale de l'agrobusiness représente 90 milliards de *reais* dans le PIB agricole du pays. Il suffit de jeter un coup d'œil sur cette production pour se rendre compte qu'actuellement vingt entreprises contrôlent l'ensemble du commerce agricole brésilien, celui des intrants comme celui des marchandises.

Parmi ces vingt entreprises, 70 % sont des transnationales. Leur PIB – selon les chiffres de *Valor Econômico* – atteint de 112 à 115 milliards de *reais*. Il est clair que leur marge bénéficiaire est importante. Le mouvement du capital est facilement perceptible. Toute la production de l'agrobusiness est concentrée dans les mains d'entreprises qui accumulent une richesse issue de la nature. On voit aussi nettement par quel mouvement le capital a contribué à renforcer l'oligopolisation de l'agriculture. Plusieurs secteurs sont devenus des oligopoles : celui des fertilisants, des pesticides, des machines agricoles, du commerce, etc.

En termes de superficies cultivées, nous sommes par exemple les plus grands producteurs de soja au niveau mondial, mais il faut voir qui exporte. Qui contrôle le soja au Brésil aujourd'hui ?

Cinq ou six entreprises : Bunge, Monsanto, Cargill, Dreyfus et ADM do Brasil. Ce sont ces mêmes entreprises qui se partagent la plus grande part des bénéfices. Cela prêterait presque à sourire, mais la bourgeoisie agricole – la même qui se désigne comme représentante de l'agrobusiness – n'a aucune conscience de classe en elle-même. Si cela avait été le cas, elle s'efforcerait de se rapprocher des paysans et des travailleurs agricoles pour faire front à leur côté et empêcher la spoliation exercée par les sociétés transnationales. Malheureusement, c'est précisément aux firmes transnationales qu'elle a choisi de s'allier en nous tournant le dos et en entravant la réforme agraire. Tel est le contexte actuel. Et, le gouvernement Lula, fruit d'une composition de classes et d'un rapport très équilibré entre les forces en présence, en est le reflet.

Dans une perspective de développement national, quel est, pour les années qui viennent, le rôle de chaque secteur, si l'on considère l'agrobusiness, l'agriculture familiale et la réforme agraire comme des processus en marche ? En envisageant un gouvernement qui aurait les moyens de mettre en oeuvre ses politiques...

En cette période historique – non conjoncturelle donc –, le grand défi qui se présente à nous est de faire en sorte que le Brésil se donne un projet de réorganisation de l'économie qui puisse résoudre les problèmes du peuple brésilien. Un projet qui, sur le plan politique, replace les masses au rang d'acteurs. Si la réforme agraire est aujourd'hui en panne, c'est précisément parce que la création d'*assentamentos*, selon la tradition de l'Incra, n'offre aucune perspective d'avenir. Tout cela se fait en effet en dehors de tout projet. L'avenir de la réforme agraire dépendra de son inclusion dans un projet de développement économique, social et politique pour l'ensemble du pays.

Si nous réalisons la réforme agraire en intégrant l'agriculture populaire au sein de ce projet, il nous faudra une conception nouvelle qui s'appuie sur des principes directeurs et sur une volonté politique claire. Par exemple, notre objectif est de maintenir les gens sur leur terre, d'enrayer l'exode rural. Les villes brésiliennes ne peuvent plus absorber cet exode massif. Nous mettrions en place un processus de distribution des revenus pour que les travailleurs disposent de plus d'argent et achètent des produits de l'industrie, ce qui stimulera le marché intérieur. Dans le cadre de ces paramètres – que doit intégrer un projet différent et prioritaire –, comment définirions-nous notre rôle dans le développement de l'agriculture familiale ?

D'abord, le processus de distribution de terres est pour nous une des premières priorités dans certaines régions du pays. Certes, nous ne disons pas que cela doit être fait dans tout le pays. Il y a assez de terres pour tous, mais dans certaines régions, une intervention de l'État, une intervention claire qui combatte les grands domaines agricoles privés et garantisse une démocratisation de l'accès à la terre, s'avère indispensable. Dans le sud du Mato Grosso, par exemple, qui possède des terres fertiles et des climats différents, nous avons besoin d'une intervention de l'État pour réaliser une vaste restructuration de la propriété terrienne.

Dans la région de Mata dans le Nordeste, c'est pareil. Il est absurde de poursuivre la culture de la canne à sucre, qui symbolise près de cinq siècles de spoliation de ce peuple. On n'est pas loin de l'esclavage. Bref, il faut régionaliser, ce qui d'ailleurs fait partie de tous les processus de réforme agraire.

Ensuite, il n'est pas réaliste de distribuer des terres sans tenir compte de l'agro-industrie. Elle représente la seule possibilité pour le paysan d'augmenter ses revenus. Celui-ci ne sortira pas de la pauvreté tant qu'il continuera à produire exclusivement des matières premières. D'où la nécessité de mettre sur pied un programme de développement de l'agro-industrie à l'intérieur du pays. Cela doit sans conteste être une composante du projet national.

Plutôt que de donner de l'argent aux grandes multinationales comme Nestlé et Parmalat, pourquoi la Banque nationale de développement (BNDES) n'élabore-t-elle pas un vaste programme visant à développer les petites entreprises agro-industrielles ? Il n'y a pas de problème d'échelle dans l'agro-industrie. Ce n'est pas comme une usine de voitures qui exigerait la production de 30 000 véhicules par jour. Une usine produisant de 5 000 à 30 000 litres suffirait par exemple. C'est pour cela que nous avons besoin des millions donnés à Nestlé. Que l'on réalise donc un programme pour l'agro-industrie.

Ce système regroupant entreprises de taille réduite et petits agriculteurs peut prendre la forme de coopératives. En même temps, cela permettrait d'élever le niveau de conscience. Quand un citoyen fait partie d'une coopérative, il devient en effet un autre citoyen. Il prend part à l'assemblée, etc. En plus, cela créera de l'emploi pour le jeune – car le jeune, le fils du paysan, n'a que rarement envie de travailler la terre. Et il a raison ! Il faut qu'il entreprenne des études. Si l'on parvient à réaliser une politique agro-industrielle dans

l'intérieur du pays, il trouvera un emploi comme machiniste agricole, analyste, informaticien, etc. De cette façon, vous introduirez dans le monde rural des professions qualifiées, au lieu d'attirer en ville la population des campagnes.

L'éducation est la troisième composante de notre projet. Il faut démocratiser l'enseignement. Les chiffres du dernier recensement agropastoral sont pour nous une véritable gifle : 30 % des travailleurs ruraux sont analphabètes ; 80 % n'ont pas terminé leurs études primaires. C'est inacceptable ! La réforme agraire est impossible à réaliser si on ne va pas à l'école. C'est l'école surtout qui va libérer les gens, les politiser et les transformer en citoyens. Or, en quoi consiste l'actuelle politique ? Il s'agit d'une intervention financière destinée à permettre aux jeunes de l'intérieur du pays de disposer de fourgonnettes qui les transportent en ville. C'est une absurdité, une agression culturelle, économique et un gaspillage d'argent. L'enfant met deux heures pour aller à l'école et deux heures de plus pour retourner à la maison.

Le cinquième aspect consiste à modifier la matrice technologique dans la campagne. Plutôt que de se reposer sur l'actuel modèle de l'agrobusiness – très critiqué déjà parce qu'il se base uniquement sur une mécanisation intensive et agrotoxique qui n'offre aucune perspective d'avenir (ils le disent eux-mêmes) –, nous devons nous acheminer vers un modèle susceptible d'augmenter la productivité du travail et le rendement par hectare, sans agresser la nature.

De façon générale, nous recourons pour désigner ce modèle au concept d'agroécologie. Celle-ci est mise en œuvre à partir de techniques agricoles qui augmentent la productivité du travail et le rendement de la terre, sans porter atteinte à l'environnement. L'avantage du Brésil, c'est que nous disposons déjà d'un savoir capitalisé par les universités qui peut nous servir de base scientifique à cette agroécologie.

J'ai récemment visité le site de Catavento, une zone que m'a recommandée Ana Maria Primavesi, scientifique et agronome brésilienne de renom, pour qui j'ai beaucoup d'estime. Le site se trouve à une demi-heure de l'aéroport de Viracopos (Campinas-SP). Trente-six hectares y sont dédiés à une production horticole qui n'utilise pas un seul gramme d'agrotoxiques. C'est fantastique ! Chaque jour, un camion emporte trois tonnes de produits. Nous avons les connaissances scientifiques nécessaires pour ce type de production. C'est incontestable.

Je vais ici en profiter pour faire une critique. Par rapport à l'agriculture organique, la grande distribution a déjà compris que la classe moyenne mettait de plus en plus les questions de santé au premier plan de ses préoccupations. De là vient l'assertion classique : « L'agriculture organique, c'est très cher ». C'est faux ! C'est tout le contraire en vérité. L'agriculture organique est très bon marché. Le problème, c'est que les réseaux de la grande distribution sont sous le contrôle de monopoles qui ont déjà compris que les produits issus de l'agriculture organique offraient un bon « *return* ». Cette marge bénéficiaire prévaut sur toute autre considération.

En me rendant en juillet sur le site de Catavento, j'en ai eu la démonstration : des tomates sont produites en plein hiver dans des serres pour être vendues à la chaîne Pão de Açúcar à 3,70 reals le kilo. Alors que la ménagère, elle, les achetait à 17 reals dans son supermarché de São Paulo. Le supermarché perçoit bien son intérêt, et le place au-dessus de toute autre considération. La production organique, je le répète, n'est guère coûteuse.

Nous sommes capables d'échelonner la production, nous disposons déjà de la technologie ad hoc. C'est ce qu'affirme notamment un expert, le professeur Luis Carlos Pinheiro, ex-président de l'Embrapa (entreprise brésilienne de recherche agropastorale). C'est d'ailleurs lui qui nous assiste scientifiquement pour la production sur des surfaces de 500 à 1 000 hectares, du lait bio sans qu'aucun médicament soit donné au bétail.

Dans le cadre que vous décrivez, obtenir la réforme agraire à partir des pressions et des luttes sociales est complètement irrationnel. Installer 300 personnes ici et 300 autres 200 kilomètres plus loin, ce n'est pas viable. Et en matière d'assistance technique, d'infrastructure routière, de formation en zone rurale, y a-t-il eu des améliorations en dehors des crédits octroyés pour l'agriculture familiale ? Finalement, la question de l'assistance technique est fondamentale dans l'agro-industrie.

Deux aspects doivent être pris en compte. Le premier, c'est le démantèlement opéré par Cardoso. Dans le cas de la politique agricole, ce fut plus grave encore, car il a été mis fin à toute forme de service public dans l'agriculture. À présent, nous subissons cet héritage maudit. Dans le cas de l'assistance technique, le gouvernement Lula a conclu des accords afin que les ONG et les coopératives puissent également fournir cette assistance. Résultat : le nombre de personnes aidées a augmenté, même la méthodologie

continue d'accuser un retard. L'idée que nous défendons est que si l'État veut offrir une assistance technique, celle-ci doit suivre une seule orientation politique, la même pour tous.

Un organe national ?

Un organe national, habilité à conclure des accords avec les Ematers (Entreprises publiques agricoles d'assistance, technologie et extension rurale). Ce service public pourrait engager des fonctionnaires par l'intermédiaire de la CLT (renforcement des lois du travail). Pour ce faire, nul n'est besoin de concours public ni de stabilité. Cela peut même être assorti de conditions telles que l'obligation, pour faire de l'assistance technique en tant qu'agronome, d'habiter l'intérieur du pays ou de ne pas vivre dans des villes de plus de 50 000 habitants. Aujourd'hui, plus de 400 entités spécialisées dans l'assistance technique ont conclu des accords avec le ministère du développement agricole (MDA). Mais cela, l'ultradroite ne le voit pas, focalisée qu'elle est quasi exclusivement sur les activités du MST. Cependant, le problème est loin d'être résolu avec cet élargissement du public. On ne le résoudra qu'avec la mise sur pied d'une assistance technique publique.

Dans quel domaine y a-t-il eu des améliorations ? Au sein de la Compagnie nationale d'approvisionnement agricole (Conab), qui est redevenue une entreprise publique d'approvisionnement. La Conab avait été complètement démantelée et sa remise sur pied est sans doute ce que le gouvernement Lula a fait de mieux, car ce faisant elle a pu élaborer de nouveaux programmes dédiés exclusivement à l'agriculture familiale. Cela fait la différence ! Selon que vous pouvez compter ou non sur une entreprise publique qui fonctionne et dispose de véritables orientations. Tout le monde n'est pas ciblé, seulement le petit agriculteur. La Conab développe actuellement une série de programmes d'achat, tantôt anticipé, tantôt direct auprès des agriculteurs.

C'est vraiment tout ce dont les agriculteurs ont besoin pour travailler, produire et être sûrs qu'il y aura des gens pour acheter. L'agriculteur est un producteur, non pas un vendeur. Lorsqu'il se rend au marché, c'est souvent la catastrophe. Je le répète encore, une entreprise publique dans un système économique, ça marche. Après, assurer sa croissance s'avère indispensable. Il faut y injecter de l'argent. Tout l'argent qu'on injectera dans la Conab se convertira en « aliment » et entretiendra le cycle.

En lien avec la remise en fonctionnement de la Conab, il y a la loi des 30 %, qui impose que 30 % des produits qui composent le goûter des écoliers soient issus de l'agriculture familiale. Ces deux mesures, la Conab et les 30 %, représentent d'importantes avancées. Relevons ici aussi, le programme *Luz para Todos* (électricité pour tous). J'espère que, d'ici la fin de l'exercice gouvernemental, tous pourront avoir accès à l'énergie électrique.

Nous avons aussi présenté deux programmes complémentaires à la politique agricole, mais qui n'ont eu jusqu'à présent que peu de résonance : le programme d'habitation – assez complexe – dans lequel nous avons cherché à associer l'Inkra et la Caisse économique fédérale (CEF). On peut remarquer que ce ne sont pas les ressources qui posent problème. 15 000 de nos compagnons pourraient construire des maisons qui susciteraient l'envie de la classe moyenne des villes.

Mais encore faut-il mettre au point une méthodologie. Il faudra élaborer une telle méthodologie dans les prochains mois si nous voulons passer à la vitesse supérieure. Nous avons commencé par nous battre dès le premier mandat (du président Lula), nous avons obtenu des avancées lors du second et je pense que nous arriverons à construire plus ou moins 40 000 maisons. Ce n'est encore que quantité négligeable par rapport à l'ampleur du programme que nous proposons.

La première chose qu'une personne souhaite, c'est une maison avec de l'électricité. C'est cela qui maintient les gens dans les campagnes. Si je sais que mon cousin paie un loyer pour vivre dans une favela en ville, pour quelle raison voudrais-je quitter ma maison ? Pour les enfants, c'est aussi un facteur déterminant et cela renvoie aussi à une série de questions telles que l'estime de soi, la santé, etc.

Enfin, nous avons proposé un vaste programme de reforestation. Il est peu coûteux. Ce programme consisterait à accorder deux hectares à chaque petit agriculteur, afin que ce dernier reboise le pays, participe à l'amélioration de la qualité de vie et même combatte le réchauffement climatique, à contre-courant de l'agrobusiness qui veut, lui, en finir avec les réserves et déboiser davantage encore. La reforestation permettrait d'éviter la stupidité qui a été faite dans l'État de Santa Catarina, qui n'accepte plus la règle des vingt mètres de chaque côté des rives des cours d'eau.

Si deux millions de petits agriculteurs plantent chacun deux hectares, cela fera déjà 4 millions d'hectares.

Par an, oui. Et là, l'idée commencera à faire son petit bonhomme de chemin dans les esprits. On se dira : « *Deux autres, puis encore deux autres, je vais donc aussi planter.* »

João Pedro, en matière d'éducation, vous n'avez eu aucun programme nouveau, aucune pédagogie nouvelle pour l'éducation en milieu rural depuis l'arrivée de Lula à la présidence ?

Sur ce plan, nous avons eu de la chance. Sous les deux mandats de Lula, le gouvernement comprenait des ministres qui avaient des visions très contrastées sur ce point. Les choses ont changé sur le plan de la philosophie de l'éducation. C'est déjà un tout autre monde. Nous négocions aujourd'hui avec un gouvernement qui comprend bien la situation, même s'il a du mal à généraliser les politiques destinées au milieu rural.

Peut-être aussi que grâce à la revalorisation des salaires des professeurs, nous allons vers un changement qui n'est pas toujours perceptible. Au Piauí, il y a des professeurs qui ne gagnent que 75 reals par mois. La loi sur le salaire de Lula (un salaire minimum pour un professeur s'élève à 950 reals) permettra sans nul doute un saut qualitatif en matière de qualification des professeurs. Nous bénéficions aussi de la méthodologie apportée ponctuellement par le Programme national d'éducation pour la réforme agraire (Pronera), mais il n'a pas encore été possible de la généraliser.

Quel est le plus grand apport du Pronera ? Il s'appuie sur une méthodologie bien précise, celle de l'alternance – un de nos acquis – pour les jeunes issus des milieux ruraux, les enfants d'*asentados* (travailleurs agricoles « installés »), ceux des petits agriculteurs, qui n'ont pas encore accès à la terre, ou pour les professeurs des milieux ruraux. Il faut créer des formations de niveau supérieur basées sur un régime d'alternance. Le citoyen qui passe l'examen d'entrée ne peut venir en ville tous les soirs pour suivre les cours. L'enseignement supérieur en milieu rural mérite d'être différencié. Le jeune se rend en ville tous les jours parce que les meilleures formations sont dispensées dans les villes de plus de 300 000 habitants ; ensuite s'il réussit à franchir ce parcours d'obstacle, c'est pour ne jamais revenir à la campagne au terme de sa formation.

En quoi consiste donc l'alternance ? Après les deux mois de vacances vient une période pendant laquelle les cours sont concen-

trés; ensuite, il reprend son travail habituel de professeur ou de militant et, trois mois plus tard, le cycle recommence. Ce programme, nous l'avons obtenu déjà à la fin du mandat du gouvernement Cardoso, non sans essayer de nombreuses critiques, certains parlant d'amateurisme. Mais sous la présidence Lula, l'expérience a été consolidée. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de prouver que l'alternance n'enlève rien à la qualité. Bien au contraire, en concentrant l'acquisition de savoirs sur une période déterminée, on peut former des spécialistes de la région en question. L'alternance est une méthode qui déjà a été mise en pratique.

Pour l'instant, le Prenora est un département de l'Inkra qui ne comprend que trois fonctionnaires. Parce qu'il gère les moyens alloués aux universités publiques, il dépend donc de la bonne volonté de ces dernières. Nous devons nous battre pour obtenir chacun des cours. Sans compter que si un procureur élitiste décide de s'opposer au projet en invoquant le caractère discrétionnaire de tel ou tel cours, le couperet peut tomber et ce cours risque d'être suspendu selon le bon vouloir du juge fédéral.

Prenons l'exemple du seul cours de droit que nous avons créé à l'Université de Goiás Velho qui comprend un examen d'entrée. Le ministre Eros Grau était présent à la leçon inaugurale, et personne ne doute qu'il s'agit d'une Université fédérale de qualité. Les étudiants ont passé l'examen d'entrée, ils ont suivi la méthode de l'alternance, mais le procureur a fait opposition. Cela entraîne de graves problèmes! Il faut aller en appel, l'Inkra doit s'en mêler, etc. Aussi, que revendiquons-nous? Il faut que le Pronera devienne un programme du ministère de l'éducation, qu'il se généralise et soit accessible à tous. À partir de ce moment-là, plus personne n'aura besoin d'aller argumenter auprès de l'Université. Elle devrait déjà proposer ses cours sous la forme de l'alternance dans son programme.

C'est ce que nous sommes en train de corriger. Je veux aussi mentionner comme aspect positif les trois universités que nous sommes en train de créer, celle du Mercosur, celle de Frontière Sud et l'Université fédérale de São Francisco à Petrolina (PE). Si cela ne dépendait que de nous, nous donnerions à celle de la Frontière Sud, le nom d'Université fédérale Guarani, parce qu'il s'agit du même territoire – celui des missions indigènes des jésuites, dans le Rio Grande do Sul. Ce serait là un bel hommage rendu à nos ancêtres qui ont vécu sur ce territoire. Et puis il s'agira de la première Université fédérale disposant d'un campus réparti sur trois États.

Les trois universités ont une vocation rurale et elles sont davantage en contact avec les mouvements sociaux. Pourtant, nous insistons pour que leur grille horaire et leur cursus intègrent l'expérience de l'alternance – tant en ce qui concerne le régime d'assistance aux cours que le type de cours. Nous ne pouvons pas seulement nous contenter de former des ingénieurs agronomes, il nous faut aussi des ingénieurs formés en agronomie agroécologique. En matière de formation, tel est notre objectif. Mais nous avons besoin d'abord d'une sérieuse campagne d'éradication de l'analphabétisme en milieu rural.

L'opposition a réussi à obtenir le nombre de signatures nécessaire pour la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire (CPI) sur le MST. Comment réagissez-vous à cela ?

De deux manières : d'abord, replaçons cette CPI dans le contexte plus général de la lutte des classes au Brésil. Elle émane d'une droite parlementaire brésilienne qui ne cesse de lancer des accusations de manière à anticiper la campagne électorale. Comme l'a révélé le député Ronaldo Caiado (DEM-GO, ex-PFL) en personne, l'objectif principal de la CPI sur le MST vise à prouver que le gouvernement compte verser de l'argent au MST pour qu'il fasse campagne en faveur de (la ministre) Dilma Rousseff. C'est ridicule ! Mais c'est pourtant bel et bien ce qu'il a dit à la tribune du parlement. Les motivations sont principalement idéologiques : fomenter des rumeurs pour susciter une polémique électorale et politique imbécile.

Une seconde réflexion me vient à l'esprit, en réaction à cette CPI. Elle concerne davantage la lutte des classes : ces gens ont cherché à suborner le gouvernement depuis que nous avons établi avec ce dernier un partenariat afin d'élaborer le décret visant à modifier les indices de productivité. Ces indices doivent être actualisés conformément à la loi. La loi agraire – celle de 1993 – stipule que les indices doivent être actualisés tous les dix ans. Or, les indices que l'Inkra utilise actuellement datent de 1975. Ce n'est pas sérieux.

Ce n'est donc qu'une réaction à ce décret. Elle nous vise moins que le gouvernement lui-même. Il s'agit de lui rendre la monnaie de sa pièce, de lui mettre des bâtons dans les roues. Mettre tout en oeuvre pour empêcher l'actualisation de l'indice de productivité. C'est tout le sens de la CPI, véritable tribune idéologique dirigée contre nous. Toutes les entités et ONG pour lesquelles des problèmes ont déjà été signalés ont déjà fait l'objet d'une enquête. Déjà le

sceau de la confidentialité a été levé. Comme on dit à la campagne, c'est « voir des cornes sur la tête d'une mule ». Mais, c'est le rôle de l'ultradroite qui veut protéger ses privilèges.

Comment jugez-vous l'enquête commandée par la Confédération nationale de l'Agriculture (CNA) sur l'*assentamento* rural ?

Cela ne mérite même pas un commentaire. C'est de la manipulation. Elle ne repose sur aucune base sérieuse, ni même sur un échantillon représentatif. Parmi les 8 000 *assentamentos* que compte le pays, ils (la CNA) en ont choisi neuf seulement, comme bon leur semblait. L'un d'eux, dans le Pernambuco, date de l'époque de la dictature et il a été émancipé en 1975.

La seule explication que je vois, c'est que la CNA se livre à un jeu d'alliance politique avec l'Ibope (l'institut de sondage), peut-être pour régler une dette contractée lors du service rendu par l'Ibope au moment de la campagne de Katia Abreu, sénatrice DEM du Tocantins. C'est la seule explication qui nous vient à l'esprit devant pareille absurdité. Tous les chercheurs sérieux ont réagi négativement à cette enquête. L'Ibope n'en sort pas grandi, il a perdu toute crédibilité. Comment a-t-il pu se prêter à une telle mascarade ? Ce qui est pire encore, c'est que leur recherche a été diffusée une semaine après le recensement agricole. Or ce recensement n'est pas une simple recherche, puisque les chercheurs de l'IBGE se rendent dans tous les établissements agricoles du pays.

La recherche commandée par le CNA, je le répète, n'a aucun fondement sérieux. Parmi les 8 000 *assentamentos*, on en a retenu neuf. Soit 1 000 familles réparties sur neuf *assentamentos*, sur un total de près d'un million de familles réparties sur 8 000 *assentamentos*.

Comment analysez-vous l'épisode de l'exploitation du groupe Cutrale à São Paulo. Pendant près d'une semaine, les médias conservateurs l'ont présenté comme un scandale. Ils en ont fait leurs choux gras. Comment jugez-vous cet événement, le MST a-t-il commis des fautes dans l'occupation de cette exploitation ?

Le groupe Cutrale qui possède plus de trente exploitations agricoles à São Paulo, soit près de 50 000 hectares au total, a une dette envers la justice fédérale. Il s'est illégalement approprié ces terres. Ses responsables le savaient. Ils ont pris le risque d'acheter illégalement en misant sur leurs appuis politiques dans toute la République du Brésil. Comme ils détiennent depuis longtemps le monopole de

la production d'oranges, ils ont planté partout des orangers pour renforcer l'image de productivité de ces terres. Mais toute cette zone qui a fait l'objet d'une occupation – cela ne concernait pas que les exploitations du groupe Cutrale – correspond à ce qu'on appelle le *grande grilo* (expression pour désigner des terrains « achetés » illégalement) du Monção.

À l'origine de cette appropriation illégale de terres que l'Union a acquises en 1910 – donc, via de l'argent public –, il y avait un projet de colonisation destiné à des familles japonaises. Mais comme celui-ci n'a pas abouti, le terrain a fini par être illégalement approprié. L'occupation réalisée par les sans-terre reposait sur des motivations politiques, l'objectif étant de dénoncer le caractère illégal de cette vente. En cela, l'occupation a été efficace.

Sinon, il est vrai que le saccage des orangers a été une erreur de la part des compagnons qui se trouvaient là. Nous qui avons vécu déjà ce type d'affrontement, nous pouvons comprendre le désespoir des familles qui depuis cinq ans attendent d'obtenir une terre et savent que ces terres ont été acquises illégalement. L'Inkra dit elle-même que cette terre appartient à l'Union. Le gars, le sans-terre, qui s'installe sur l'exploitation agricole désire avant tout y planter des haricots. Clairement, la droite a tiré parti de cette erreur.

De toute façon, tôt ou tard, la droite et les médias se seraient emparés d'un autre faux pas et l'auraient amplifié au maximum. Il en va ainsi des images qui ont été diffusées par les médias. Elles ont été enregistrées le 28 septembre, mais ils se sont dits : « Quand allons-nous les utiliser ? » En fait, ils ont attendu des jours et des jours avant de trouver le moment opportun pour les diffuser. Ce qui a été montré, ce n'est pas un reportage sur l'occupation diffusé le jour où elle a eu lieu. Ce qu'ils n'ont pas dit, c'est que ces images ont été tournées par les services secrets. Ce n'était pas un reportage de *Globo* réalisé sur place.

Mais il y a plus. Toutes les autres images de destruction des tracteurs et d'invasion des maisons sont mensongères. C'est de la pure manipulation. Nous sommes prêts à accepter la mise sur pied d'une commission indépendante – et de collaborer avec le ministère public s'il le souhaite – pour faire vérifier par des experts depuis quand ces tracteurs sont démontés. C'est très facile à vérifier. Cette commission n'a qu'à demander aux familles des employés du groupe Cutrale si des sans-terre sont entrés dans leur maison.

Reste qu'il y a eu un faux pas, bien sûr, et c'est ce faux pas que la grande bourgeoisie et l'élite financière, qui ont le monopole de la communication, sont en train d'exploiter. Nous sommes en train de le payer, parce que, ce faisant, ils ont réussi à susciter la réaction qui a mené à la récolte des signatures de parlementaires permettant la mise sur pied de la CPI.

L'ancien ministre des finances du PSDB, Luiz Carlos Bresser-Pereira et l'ancien président de la république José Sarney, aujourd'hui président du sénat, ont bien mis en avant, tant dans la CPI, qu'à propos de la recherche sur les *assentamentos* réalisée par l'Ibope pour le compte de la CNA, la volonté de criminaliser l'action du MST. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Cette question de la criminalisation, il faut comprendre exactement comment elle se présente. Il ne faut pas entendre par là ce qui s'est produit ou ce qui se produit sous une dictature. Nous étions en démocratie quand les latifundistes, pour se protéger, se sont livrés à des assassinats et aux violences physiques contre ceux qui luttaient en faveur de la réforme agraire. Cette période est à présent en partie derrière nous. La violence physique a régressé, et c'est d'ailleurs dû à la manière dont nous nous sommes organisés.

La criminalisation, à présent, est surtout de nature idéologique et politique. L'objectif est de décourager ceux qui se consacrent à la lutte sociale. C'est la raison principale de la criminalisation du MST et des autres mouvements sociaux. *Rede Globo*, *l'Estadão* et *Veja* sont devenus les principaux instruments de cette phase de criminalisation. Auparavant, cette criminalisation passait par les armes ; à présent, pour nous décourager, ce sont les médias qui sont utilisés.

Même s'il ne faut pas pour autant céder à la paranoïa, il est clair que l'objectif de ces médias et de ceux dont ils représentent les intérêts est de discréditer et de démoraliser ceux qui se consacrent à la lutte sociale, quelle que soit leur identité. Aussi réagissent-ils de la même manière quand il y a une occupation par les sans-toit ou d'autres événements similaires. La stratégie ne consiste pas seulement à criminaliser le MST, mais aussi l'ensemble des mouvements sociaux.

Venons-en maintenant aux mobilisations dirigées contre la PM (Police militaire) qui ont agité les favelas de la périphérie de São Paulo. On parle d'émeutes. C'est une façon de disqualifier le caractère social et politique des mobilisations, face à la violence policière et à l'absence de l'État dans ces zones. Les journaux disent que seule la répression compte face à ces émeutes. Elle se justifie pleinement. Et de rajouter : « *Malheureusement, un enfant est décédé* ».

Ils se sont comportés de la même manière dans certaines zones occupées, à Embu par exemple.

Tout a été monté de toutes pièces pour recevoir l'appui des médias. C'est là un exemple de ce que peut faire la police pour ensuite l'appliquer à l'ensemble du pays. Ils vont s'appuyer sur l'électorat de droite, conservateur. En considérant Serra à São Paulo comme un exemple à suivre.

Tout comme celui de la gouverneure Yeda Crusius⁴ au Rio Grande do Sul. Cette dame est arrivée au pouvoir en 2007 sans base sociale. Comment a-t-elle agi ensuite ? Elle a transformé la police militaire (PM) en chien de garde du capital. Elle a fait appel aux milieux fascistes du ministère public, en accord complet avec sa vision idéologique et, tout en s'appuyant sur le bras financier des grands groupes économiques, elle a essayé d'imposer un gouvernement dictatorial.

Elle a fini par se décourager, car tout est apparu au grand jour. Tout était tellement centralisé sous son autorité que lorsque les limites de la corruption ont été franchies, cela a fini par faire tant de bruit qu'elle ne pouvait plus rien contrôler. Elle contrôle une partie du ministère public de son État, mais rien au niveau fédéral, d'où, d'ailleurs, sont parties les accusations (de mauvaise gouvernance, de manipulation dans l'attribution de marchés et des licences) contre elle.

Je pense donc que l'article de Sarney tout comme celui de Bresser Pereira représentent deux exemples particuliers de positions lucides dans l'ensemble des prises de position de l'élite intellectuelle brésilienne, en ce qu'ils se sont exprimés à l'épreuve des faits et pas seulement à partir d'un positionnement idéologique.

4. Ex-députée du PSDB, gouverneure de l'État du Rio Grande do Sul depuis 2007. Depuis son entrée en fonction, elle mène contre le MST une politique extrêmement répressive, aux antipodes de la tolérance affichée par l'ex-gouverneur du PT, Olívio Dutra (NdT).

Comment jugez-vous d'un point de vue politique l'action du MST pendant la période du gouvernement Lula ? Peut-on parler de renforcement ? Le mouvement est-il plus ou moins fort qu'avant, plus ou moins organisé, est-ce qu'il dispose de plus de relais et d'une meilleure assise au sein de la société ?

Ces dernières années, le MST a consolidé l'ensemble des forces qu'il avait accumulées. Et par rapport au gouvernement Lula, nous avons choisi la bonne attitude, celle qui consiste à maintenir notre autonomie politique pour préserver la bonne santé que doit avoir tout mouvement social. Autrement dit, nous ne sommes pas tombés dans l'opportunisme en disant « Maintenant que nous avons porté Lula au pouvoir... » – toute la base du mouvement des sans-terre a voté pour Lula – et nous ne nous sommes pas non plus transformés en lèche-bottes ni en ventriloques du pouvoir.

En même temps, nous ne sommes pas, comme certains à gauche, tombés dans l'attitude inverse qui consiste à dire : « Ah, le gouvernement Lula n'a pas réussi à changer la politique économique, alors nous rejoignons l'opposition pour dire que tout ce qui vient du gouvernement Lula est mauvais. » Certains mouvements sociaux ont opéré ce virage. Ils sont passés à l'opposition. Nous, nous disons que le rôle d'appui ou d'opposition concerne les partis politiques. Un mouvement social lui doit être autonome. Que ce soit par rapport au gouvernement ou à par rapport à l'État, nous devons préserver notre autonomie.

On nous a beaucoup critiqués pour avoir adopté cette politique. Certains compagnons qui auraient voulu que nous nous comportions en partisans inconditionnels (du PT et du gouvernement) nous ont traités de gauchistes. Et les gauchistes nous ont dit : « vous vous comportez comme des adhérents ». C'est difficile, mais nous sommes convaincus que c'est bien cette politique qui nous a préservés, parce que si tel n'avait pas été le cas, le mouvement aurait probablement dû affronter de graves problèmes de croissance. Voilà la situation.

Maintenant, en ce qui concerne la réforme agraire, je pense qu'elle ne dépend plus du MST. Au début de l'exercice du gouvernement Lula, nous étions dans un état euphorique. Début 2003, quelque 20 000 familles ont été installées dans des *acampamentos*, parce qu'il y avait de notre part une volonté politique et nous avons pensé que « maintenant, avec Lula », on assisterait à la réémergence des masses. Ce ne fut pas le cas...

La réforme agraire ne dépend plus du MST, mais d'une nouvelle corrélation de forces au sein de la société. Elle dépend de la réémergence des mouvements de masse, car, aujourd'hui, la classe ouvrière rurale est minoritaire. Nous ne parviendrons plus à modifier le rapport de forces. Seul un vaste mouvement social dans les villes pourra y arriver. Telle est actuellement notre tragédie. Nous sommes un mouvement uni, nous avons une cohérence politique, nous savons où nous voulons aller, mais nous n'avons pas suffisamment de poids pour modifier ce rapport de forces.

On ne peut qu'espérer que nos compagnons des villes se mobilisent pour relancer le mouvement populaire. Ce ne sera qu'alors qu'on pourra modifier le rapport de forces et imposer la réalisation d'une véritable réforme agraire. Ainsi donc, les avancées de la réforme agraire ne dépendent plus du MST, ni même de la lutte sociale dans les campagnes. Elles dépendent des luttes sociales dans le Brésil tout entier.

Comment voyez-vous les élections de 2010, dans la mesure où vous avez appuyé directement ou indirectement la candidature de Lula, et en tenant compte des conséquences pour l'Amérique latine, si le projet politique que Lula incarne était mis en échec au Brésil ?

Nous ne nous impliquons plus dans des débats électoralistes. Nous les évitons. Le seul débat qui compte pour nous concerne toujours la politique générale, la lutte des classes et la convergence des forces. Pour rester à un niveau général, je ne peux te répondre qu'en rappelant la position qui a toujours été la nôtre : un, maintenir notre autonomie ; deux, poursuivre notre travail politique et idéologique qui consiste à encourager – et c'est ainsi que nos militants agissent – l'électeur à voter à tous les échelons de pouvoir, tant au niveau fédéral et des États qu'à celui des municipalités, pour les candidats les plus progressistes et qui défendent la réforme agraire ; trois, une volonté et une décision politique de barrer la route au néolibéralisme.

Nous sommes foncièrement opposés aux projets de restauration du néolibéralisme. Il ne fait aucun doute que le MST se trouvera aux avant-postes dans cette bataille. Notre souci majeur est d'œuvrer pour que le néolibéralisme ne soit pas restauré au Brésil. Les journalistes nous demandent : « vous êtes en faveur de la candidature de Marina, de Dilma, de Ciro, etc. ? », ce à quoi nous répondons qu'il ne nous appartient pas pour l'instant de débattre sur des noms. Ce

que nous devons promouvoir au sein de la société brésilienne, c'est une discussion autour d'un projet qui permettrait aux gens de voter en toute connaissance de cause.

Nous ne voulons pas tomber dans le côté simpliste des débats électoraux ou partisans, ni dans les affinités personnelles. Il y a des gens qui disent: « Pour moi, Dilma ressemble très fort à Ciro... » Mais tout cela n'explique rien! Alors, pour éviter de tomber dans des schémas aussi réducteurs, nous, nous pensons que le débat politique qui doit avoir lieu d'ici le mois d'octobre 2010 doit se centrer sur la nécessaire définition d'un projet pour le pays, pour que les gens sachent ce qui est en jeu et quel type de projet nous devons mettre en avant. Tel est le débat qui nous occupe.

Il est clair que dans le cas du Rio Grande do Sul, la bataille sera plus dure, parce qu'en recourant à la police militaire et au ministère public à l'échelle de l'État, le projet de Yeda Crusius ne s'est pas limité seulement à une restauration du néolibéralisme, il s'est étendu à celle du fascisme. L'engagement militant sera donc plus ou moins important selon les États. Et cela dépendra aussi des candidatures à ce niveau de pouvoir. Les gouverneurs ont un poids important par rapport aux luttes sociales, puisque ce sont précisément eux qui contrôlent les polices qui nous répriment.

Vu que le MST est un mouvement qui possède d'importantes ramifications internationales, surtout par le biais de la Via Campesina, comment jugez-vous la scène internationale dix mois après l'élection de Barack Obama et aussi un peu par rapport à l'Amérique latine et en lien avec les élections de 2010 ?

Nous sommes très préoccupés. Nous avons connu dix années d'avancée des forces progressistes, mais cette avancée, amorcée dès 1999 avec l'arrivée au pouvoir du président Hugo Chávez au Venezuela et qui s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui, ne s'est pas accompagnée d'une réémergence des masses populaires. Si cela s'est peut-être produit en Bolivie, tel n'a pas été le cas dans les autres pays. Constatant que les masses ne sont pas parvenues à se remobiliser et à être plus participatives, la tentation est grande pour l'impérialisme de restaurer son projet pour l'Amérique latine.

Ces dix dernières années, les États-Unis ont été mis en échec. Ils ont subi notamment un échec cuisant avec l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques). Mais, à présent, ils tentent de rétablir ce projet, qui, en lui-même, ne dépend pas de l'attitude personnelle d'Obama. Le projet de l'impérialisme, de l'Empire, celui

des États-Unis, nation belliciste. Il y a quelques jours, j'ai assisté à une conférence dans laquelle l'orateur disait que l'économie états-unienne cherchait à sortir de la crise en augmentant la production de l'industrie d'armement. Il s'agit d'investir ni dans la santé, ni dans la création d'un fonds pour venir en aide à la population pauvre, ni de stimuler le marché intérieur ou de freiner les importations en provenance de Chine. Non ! La principale alternative que le capitalisme états-unien a choisi pour sortir de la crise est l'augmentation de sa production d'armes et de munitions.

Tout cela n'augure rien de bon. La relance de leur économie passera par une exacerbation des conflits. C'est un scénario dans lequel nous voyons les États-Unis donner un coup d'accélérateur, presser le pas. Nous savons tous que dans le cas du coup d'État au Honduras par exemple, la base américaine installée dans ce pays et l'ambassadeur états-unien s'y sont impliqués. Même chose au Panama. En Colombie, les bases (dont six sont nord-américaines) sont une offense faite à tout le continent. C'est quelque chose de totalement inadmissible.

Sur ce thème, nous sommes d'accord avec l'analyse de Chávez, qui y voit une tentative de transformer la Colombie en une sorte d'Israël de l'Amérique du Sud. Plus encore, une tentative visant à entraîner la Colombie et le Venezuela dans une sorte de guerre froide. C'est la pire des options parce qu'elle oblige le Venezuela à dépenser de l'argent public en armement, chars d'assaut et hélicoptères plutôt que d'acheter des logements et de construire des métros.

Bref, on entretient une véritable guerre froide dans cette région pour freiner l'avancée du Venezuela. À première vue, au Chili et au Pérou, il s'agit de remettre dans la course l'ultradroite pour reprendre l'avantage. Nul ne sait encore à quel point la droite états-unienne, elle, va influencer sur nos élections. Il est possible que cela se passe aussi au Brésil. Si c'est le cas, les choses risquent de prendre une tournure plus idéologique.